

Ce passé qui ne passe décidément pas

Vichy et la mémoire de la Seconde Guerre mondiale

Landry Charrier*

» Spécialiste reconnu de la Seconde Guerre mondiale et de la mémoire des « années noires », Henry Rousso était à Vichy au mois de juin 2016. Une station de radio l'avait invité à se rendre sur les lieux qui avaient accueilli la capitale de l'Etat français entre 1940 et 1944. Interrogé sur la place que cet épisode occupe aujourd'hui dans la petite cité, l'historien a qualifié de « stupéfiante », « proprement impensable » et « hors-norme » l'absence de traces concernant cette période.

Kein Ort für Erinnerungen?

Die Stadt Vichy, 1940 bis 1944 Sitz der mit dem Hitler-Regime kollaborierenden französischen Regierung unter Staatschef Philippe Pétain, tut sich schwer mit ihrer Geschichte: Außer einer Gedenktafel vor dem *Hôtel du Parc* (siehe Bild rechts) erinnert wenig an die „dunklen Jahre“, was nicht nur der Historiker Henry Rousso (u. a. 2016 vor Ort) kritisiert. Red.

A une époque où la France n'a peut-être jamais autant commémoré, ce constat a de quoi interpellé. La politique mémorielle menée à Vichy suivrait-elle une logique à rebours de la « dynamique » nationale ? Y aurait-il ici un déni délibéré du passé ? Une volonté consciente de taire que durant quatre ans la ville a été le siège d'un régime autoritaire qui a collaboré avec l'occupant, lui a livré réfugiés politiques, résistants et autres opposants, et a fait déporter des milliers de juifs ? Pour apporter des éléments de réponse à ces questions, il convient d'abord de revenir sur les propos d'Henry Rousso et d'en nuancer la portée. Quiconque se promène en effet à Vichy aura tôt fait de remarquer la stèle située devant l'*Hôtel du Parc*, là où se trouvaient les bureaux d'une partie du gouvernement et les appartements du maréchal Pétain. Paré d'une plaque financée par les Fils et Filles des déportés juifs de France et l'Association

culturelle israélite de Vichy, le monument rappelle les 6 500 arrestations auxquelles l'Etat français s'est livré le 26 août 1942 dans la « zone libre » et les déportations qui y ont fait suite. Son histoire, mouvementée, en dit long sur la relation compliquée que la Ville entretient avec cette séquence de l'histoire de France.

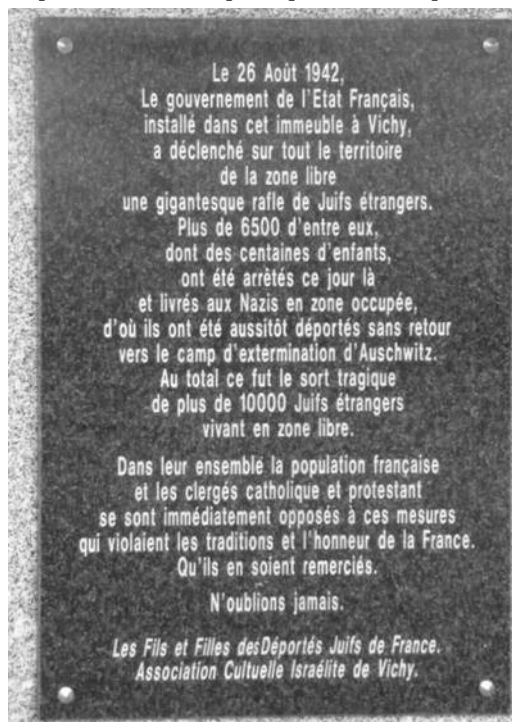
Tout commence avec l'interview présidentielle du 14 juillet 1992. Pour la 12^e fois, François Mitterrand se prête au jeu des questions-réponses des journalistes. Après une première partie consacrée à des enjeux de politique intérieure et européenne, la discussion se recentre sur l'attitude que le président va adopter deux jours plus tard, à l'occasion du 50^e anniversaire de la rafle du Vél' d'Hiv. Mal à l'aise, Mitterrand a alors ces mots lourds de signification : « *En 1940, il y a eu un Etat français, c'était le régime de Vichy, ce n'était pas la République. La République a toujours été celle qui a tendu la main pour éviter les ségrégations, principalement les ségrégations raciales. Alors, ne lui demandez pas des comptes, à cette République !* »

Réagissant à ces propos qui excluaient une reconnaissance de la responsabilité de la France dans la déportation des Juifs de France, Serge Klarsfeld organise dès le mois suivant une manifestation du souvenir à Vichy. Le maire, Claude Malhuret (ancien secrétaire d'Etat chargé des Droits de l'Homme et co-fondateur de *Médecins sans Frontières*), accepte de prendre la tête du cortège sans pour au-

* Landry Charrier est maître de conférences habilité en civilisation des pays germaniques à l'Université Clermont Auvergne, Centre d'Histoire „Espace et Cultures“.

tant savoir que deux plaques identiques ont été apposées à l'entrée de l'Hôtel du Parc. « *Je ne pouvais dire non à la plaque de Klarsfeld sur l'Hôtel du Parc* », reconnaîtra Claude Malhuret plus tard, « *mais je savais que cela se passerait mal...* » Il faut dire qu'à l'époque, l'histoire des années 1940-1944 occupait une place de premier plan dans l'espace politique et judiciaire du pays et engendrait des polémiques lancinantes, caractéristiques de cette phase qu'Henry Roussio a qualifié d'« *obsessionnelle* ».

C'est sensiblement le moment que la municipalité choisit pour lancer une vaste entreprise de réfection urbaine. « *Redonnons un cœur neuf à la ville* », tel était le slogan du programme qui, un peu à la manière de ce qui se passa à Dallas vingt ans après l'assassinat de John F. Kennedy, avait une indéniable dimension symbolique : laver Vichy de son passé. Auteure en 1999 d'une thèse consacrée au poids de l'histoire politique et touristique dans



la construction de l'image de la ville par ses habitants, Valérie Haas a étudié de près les ressorts de ce processus. Ce faisant, elle a montré le rôle joué par certaines associations locales, les très actifs *Amis de Napoléon III* notamment. Alors même

qu'après la défaite de Sedan, les traces témoignant des divers séjours de l'Empereur à Vichy (1861-1866) étaient soigneusement effacées, son nom connaît, à partir du début des années 1990, une formidable reviviscence. Un buste à son effigie est installé dans l'un des plus importants parcs de la ville, certaines rues sont symboliquement « rebaptisées » (rue Eugénie, boulevard Impérial), une visite thématique est mise en place par l'Office du tourisme. Peu à peu, le souvenir de Napoléon III prend la place que les années 1940-1944 devraient occuper dans la ville.

Parallèlement à cette action de « *nettoyage symbolique* » (Valérie Haas), le maire entreprend plusieurs démarches pour en finir avec la confusion entre deux termes souvent employés de manière synonyme : d'un côté, « *Vichyssois* » (le mot désigne les habitants de la ville) ; de l'autre, « *vichyste* », en référence à l'Etat français et au gouvernement qui s'y est installé. Appuyés par le quotidien régional *La Montagne*, les efforts de la municipalité finissent par attirer l'attention de l'Académie française. Dans une lettre datée du 25 mars 1996, son secrétaire perpétuel, l'écrivain et ancien résistant Maurice Druon explique à Claude Malhuret que cette distinction ne manquera pas d'être opérée quand les Immortels arriveront à la lettre V – mais que, sur le fond, le problème ne pourra être résolu qu'à l'issue d'une « *très vaste opération de pédagogie* ».

Ouvrir la boîte de Pandore ?

Nombreux sont ceux qui, au cours des vingt dernières années, ont plaidé en faveur d'un lieu à même de jouer ce rôle : Serge Klarsfeld, le député de l'Allier Gérard Charasse (Parti radical de gauche) et plus récemment Christophe Pommeray, candidat malheureux des formations de gauche (parti socialiste, parti communiste et parti radical de gauche) à la Mairie de Vichy, et qui, lui aussi, réclama que la Ville se dote d'un musée qui, en même temps, ferait office de centre de recherche. A ces demandes récurrentes, la municipalité (dont la direction n'a pas changé depuis 1989) a toujours opposé le silence de l'Antigone : l'héritage est semble-t-il trop lourd et le risque de créer le scandale trop important pour une ville qui ne souhaite plus

parler du passé récent et cherche avant tout à être reconnue comme un centre de congrès, une cité sportive, une station de la beauté et de la santé.

La décision du président François Hollande de faciliter l'accès des chercheurs aux archives de la Seconde Guerre mondiale (décret du 24 décembre 2015) aurait dû encourager la municipalité à sortir de la réserve et à aller plus loin que l'hommage traditionnel rendu chaque 10 juillet aux 80 députés qui ont refusé en 1940 les pleins pouvoirs constituants à Pétain. Tel n'a pas été le cas. On le regrettera d'autant plus qu'une prise en main de la question par les autorités locales aurait pu aller de pair avec une valorisation des faits de Résistance qui se sont déroulés à Vichy et alentours : l'histoire du Centre de radiodiffusion et de transmission d'Hauterive (à quelques kilomètres de Vichy), un centre dont les membres, des résistants polytechniciens, furent pratiquement tous exécutés, en est un exemple parmi les plus éloquents.

C'est justement pour apporter une réponse à cette « absence » qu'une association – le Centre International d'Etudes et de Recherches de Vichy (CIERV) – visant à développer la connaissance de l'histoire des années 1939-1945 à partir des archives désormais accessibles, a vu le jour en avril 2016. Placé sous la présidence d'honneur de deux des plus grands spécialistes mondiaux de la question (Robert Paxton et Michael Marrus), le CIERV a tenu une première grande manifestation le 26

novembre 2016 à Vichy. Près d'un an après la publication du décret sur l'ouverture des archives, l'ambition était de procéder à un état des lieux et de s'interroger sur les perspectives de recherche. Le but était aussi de susciter une dynamique suffisamment imposante pour apporter la preuve qu'il existe à l'échelon local une demande sociale forte. Au final, plus de 400 personnes ont participé à cette manifestation dans la salle de conférence du prestigieux *Hôtel Aletti*. La ville, elle, n'était pas représentée, du moins officiellement, les adjoints présents ne s'étant pas annoncés au préalable.

A un moment où les historiens s'accordent à dire que les « *comptes sont apurés* » (Annette Wieviorka), l'attitude de la municipalité de Vichy relève d'une posture anachronique, difficilement justifiable. « *Certes, nous ne sommes pas responsables de notre passé, mais nous le sommes pour la manière de le traiter. Et n'est-ce pas ce comportement qui, le plus souvent, décide de la façon de définir notre présent et notre avenir ?* », s'interrogeait Joachim Gauck le 23 septembre 2014, dans son discours d'introduction au 50^e congrès des historiens allemands.

A Vichy, il semblerait que la question ne se pose toujours pas et que les impératifs politiques aient pris le dessus sur les défis que pose un avenir menacé par la résurgence des idéologies nationalistes.



Dunkle Geschichte in Vichy

Nach der militärischen Niederlage im Juni 1940 beauftragte Staatspräsident Albert Lebrun den Marschall Pétain mit der Regierungsbildung. Die neue Regierung handelte den von Hitler diktierten Waffenstillstand in Compiègne aus, der zur Teilung des Landes führte. Die südliche

„freie Zone“ wurde daraufhin von Vichy aus regiert. Als Badeort verfügte die Stadt über 300 Hotels und 14 000 Zimmer, also genügend Unterkünfte für die Offiziere. In dem 1500 Plätze fassenden *Casino-Opéra* von Vichy änderte am 10. Juli die *Assemblée Nationale* mit großer Mehrheit (569 zu 80 Stimmen) die Verfassung durch ein Ermächtigungsgesetz (*Loi constitutionnelle*): Die Dritte Republik wurde durch den *Etat français* des Vichy-Regimes ersetzt. Drei Tage später erklärte sich Pétain zum Staatsherrn und verlieh sich die volle exekutive und legislative Gewalt. Ein Teil der Ministerbüros und die Privatzimmer von Pétain wurden im fünf Stockwerke hohen *Hôtel du Parc* untergebracht, das sich heute im Privatbesitz befindet. Red.